



LUTTE OUVRIERE

UNION COMMUNISTE (TROTSKYSTE)

08/09/2013

RENAULT TECHNOCENTRE GUYANCOURT PLESSIS ROBINSON

MARDI 10 SEPTEMBRE,

MANIFESTONS NOTRE REFUS DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT !

Les gesticulations guerrières de Hollande en direction de la Syrie ne peuvent certainement pas faire oublier les coups portés aux travailleurs. Avec l'attaque du gouvernement contre les retraites, l'occasion nous est donnée de dire notre colère contre sa politique anti-ouvrière.

Mardi 10, la CGT, FO, la FSU et Solidaires appellent à faire grève et à manifester. Quels que soient leurs calculs et leurs arrière-pensées, c'est l'occasion de protester contre ce nouveau racket sur les pensions. Le PS qui, en 2010, prétendait s'opposer à la réforme des retraites de Sarkozy veut l'aggraver maintenant qu'il est au pouvoir !

Tout est odieux, dans cette attaque : l'allongement de la durée de cotisation à 43 annuités, dont le but est d'abaisser les pensions ; l'augmentation des cotisations, à sens unique, puisque les patrons ont l'assurance qu'elle sera compensée tandis que les travailleurs, eux, paieront ; le report de la revalorisation des pensions du 1er avril au 1er octobre, qui est un vol dissimulé de 1,5 milliard dans les poches des retraités.

Le gouvernement Hollande-Ayrault ressasse comme la droite : "Nous vivons plus longtemps, il faut travailler plus longtemps". Mais avant de forcer les anciens à travailler jusqu'à 67 ans, qu'ils donnent du travail aux chômeurs et aux jeunes !

Quant à l'espérance de vie, elle n'y est pour rien. Qu'elle progresse n'est pas chose nouvelle, elle augmentait déjà en 1981 quand l'âge de départ a été abaissé à 60 ans par Mitterrand, avec 37,5 annuités de cotisation pour une retraite à taux plein.

Si ce qui était possible en 1981, avec un niveau moindre de richesses, ne l'est plus aujourd'hui, c'est que le chômage et l'exploitation se sont aggravés, creusant les déficits sociaux tandis qu'une poignée de riches accumule des sommes extravagantes. C'est que la rapacité patronale a grandi et que la part que les riches prélèvent sur la société, avec la complicité des gouvernements de droite et de gauche, est de plus en plus grande.

Cette attaque contre les retraites justifie à elle seule de manifester, mais il y a bien d'autres raisons. Flambée des prix, gel des salaires, angoisse du chômage et de la précarité, les conditions de vie sont menacées par tous les bouts.

Combien de travailleurs ont reçu un choc en découvrant leur avis d'imposition ? Combien ont cru à une erreur du fisc en voyant leurs impôts augmenter de 100, 200, 300 euros alors que leur revenu n'a pas augmenté d'un centime ?

Pour les uns, c'est le résultat de la refiscalisation des heures supplémentaires ; pour d'autres, c'est le fruit du gel du barème de l'impôt ou la suppression de l'avantage pour celles et ceux qui ont élevé seuls un enfant... Quand tout ne se cumule pas !

Et comment payer toujours plus quand son salaire stagne, baisse ou, pire, disparaît ? Car en dépit des boniments sur la "reprise", le grand patronat veut encore laminer les salaires, les primes, les majorations. Il veut allonger le temps de travail, accroître la flexibilité. Il pense qu'il peut tout se permettre, faire travailler gratuitement les ouvriers trois heures de plus par semaine par exemple !

L'entreprise Revima, près de Rouen, qui impose cela n'est pas un cas isolé. Grâce au gouvernement Hollande-Ayrault, c'est même... la loi ! Alors aujourd'hui, tous les grands patrons veulent leur "accord de compétitivité" qui forcera les salariés à travailler plus, pour moins de salaire.

Et pourquoi le patronat se gênerait-il, quand le gouvernement prétendument socialiste lui donne un blanc-seing et traite les travailleurs de la Fonction publique de la même façon ?

L'entreprise a des difficultés ? Les patrons veulent faire payer les salariés ! Et qu'ils soient eux-mêmes mis dans les pires difficultés n'arrête ni le patronat ni le gouvernement.

Alors, sans réaction collective, sans opposition résolue, gouvernement et patronat continueront à faire les poches des travailleurs. Ce n'est pas la journée du 10 qui les fera reculer. Pour qu'ils stoppent leurs attaques, il faudrait que les travailleurs se lèvent en masse, par centaines de milliers, par millions, une journée, puis deux, puis trois... jusqu'à ce qu'ils soient contraints de reculer.

On n'en est pas à bouleverser le rapport de forces au point de faire peur au grand patronat mais il faudra en passer par là pour ne pas être poussés vers la pauvreté par un patronat avide et un gouvernement servile. Ils peuvent nous imposer bien des choses, mais ils ne peuvent pas nous empêcher de crier notre colère. Mardi, manifestons pour dire "Non, ça suffit" !

Hors norme

Depuis la mise en œuvre du plan de compétitivité et la réorganisation, certaines activités ont diminué, voire disparu, par exemple, l'activité de normalisation des plans.

En effet, suite au départ de trois des quatre normalisateurs, en charge de cette activité, la normalisation des plans va être confiée aux concepteurs eux-mêmes, qui vont voir leur charge de travail augmentée.

Par contre, ça ce n'est pas normal !

Les sales méthodes de Renault

Renault donneur d'ordres, fait pression sur chaque sous-traitant lors des changements de contrats. C'est ce qui se passe avec l'entreprise de nettoyage TFN, dont le contrat se termine.

Le nettoyage passe à PEI (Propreté Environnement Industriel) qui tente de ne pas reprendre tous les salariés, fait du chantage au licenciement, diminue les heures travaillées par rapports aux précédents contrats.

Les camarades de PEI et TFN n'ont pas à faire les frais des économies scandaleuses de Renault.

Aïe, aïe, aïe, ça revient

Après une enquête en 2010, une autre en 2011 sur notre « motivation » et sur la « performance » de nos chefs – sûrement en manque de sondages en 2012 – la direction veut que nous répondions pour 2013 aux mêmes questions, à quelques variantes près.

En fait, le troisième volet de cette enquête, menée par « Hay group », servirait à nous évaluer par rapport aux salariés de grands groupes internationaux.

Si c'est pour ça que Renault paie généreusement la société Hay, c'est vraiment du temps et de l'argent perdu. Les salariés des autres groupes sont comme nous, ils ne sont pas contents et un jour ou l'autre, on aura tous la même « motivation » : lutter ensemble...

Même pas 100 balles !

Depuis 2011, les grandes entreprises, dont les dividendes aux actionnaires ont augmenté, doivent partager les profits avec les salariés.

Dans ce cadre, nous allons recevoir moins de 80 € net chacun. A l'échelle des salariés en France, Renault s'acquittera de 4 à 5 millions d'euros, alors que les dividendes versés aux actionnaires ont atteint près de 500 millions d'euros !

Et ils osent appeler ça, partage des profits... ça fait juste 100 fois moins.

Rentrée fumante

La semaine dernière, Elior nous a proposé sa nouvelle spécialité, le menu « fumé » au restaurant du Gradient. Effectivement, suite à l'incendie d'une poubelle dans les sous-sols, le restaurant enfumé a été évacué à l'heure du déjeuner.

N'ayant pas pu finir nos repas, nous en avons demandé le remboursement à Elior, qui nous a répondu par la négative.

Arrêtons l'enfumage !

Un départ = deux embauches

Quand un directeur des opérations part, il est remplacé par deux directeurs. Comme quoi les remplacements sont possibles, quand on veut.

Raison de plus, pour remplacer tous les camarades de travail qui partent, et là, ce sera beaucoup plus utile pour nous.

Un exemple à suivre

D'après les bilans sociaux donnés par la direction, de 1996 à 2008, la progression des salaires des dix plus hauts dirigeants a été de 357 %. Pour la même période, celle des cadres de 39 %, celle des techniciens de 41 %, des employés de 33 % et seulement 31 % pour les ouvriers.

Et ce sont ces mêmes dirigeants qui nous prônent et surtout nous imposent la frugalité.

Homo sapiens évolue !

Le départ de Carlos Tavares vient-il de provoquer un stade nouveau de l'évolution, que Darwin lui-même n'avait pas prévu ?

On ne sait pas dater la séparation en deux espèces, les chimpanzés des orangs-outangs. Par contre, on pourra dater précisément en septembre 2013, la séparation en deux espèces chez Renault, avec d'un côté la branche « compétitivité » et de l'autre, la branche « performance ».

Est-ce définitif ? On en doute, d'autant plus, que dans les deux branches, il y a avant tout des travailleurs qui voient plutôt la division de la société... en classe.

La victoire des PRV

92 travailleurs de Renault Sandouville étaient partis dans le cadre du Plan Renault Volontariat. Ils devaient bénéficier du chômage en attendant leur retraite. Suite au recul de l'âge légal de la retraite, la durée de la période d'indemnisation précédant leur départ en retraite s'est trouvée prolongée et Renault a refusé de prendre en charge ces mois supplémentaires.

Ils sont restés sans ressources pendant plusieurs mois, mais ils se sont organisés en collectif et, après trois ans de procédure, ils ont réussi à faire battre en retraite Renault.

Arrêtez votre cinéma !

Après Cannes, Renault est partenaire, « le seul » disent-ils du festival du film américain à Deauville.

Pendant que Renault fait son show, les réductions de postes et le blocage des salaires continuent... dans les coulisses et loin des caméras.